

**IMPORTANT : avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso / BELANGRIJK: neem voordat u een keuze maakt, kennis van de instructies op de keerzijde.**

A.

B.

Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / Ik wens deze algemene vergadering bij te wonen en vraag een toegangkaart aan: het formulier onderaan dateren en ondertekenen

J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / Ik gebruik het onderstaande formulier om per brief of per volmacht te stemmen, conform een van de drie opties.

BNP PARIBAS

S A au Capital de / NV met een kapitaal van  
€ 2 415 491 972  
Siège Social : Zetel van de vennootschap:  
16, boulevard des Italiens  
75009 PARIS  
662 042 449 R.C.S PARIS

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE** convoquée pour le mercredi 23 mai 2012  
à 15 h 30 au Palais des Congrès, 2 place de la Porte Maillot - 75017 PARIS.

**GEMENGDE ALGEMENE VERGADERING** bijeengeroepen op woensdag 23 mei 2012  
om 15.30 uur in het Palais des Congrès, 2 place de la Porte Maillot - 75017 PARIS

CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ / Vak bestemd voor de onderneming

Identifiant / Identificatie

Nombre d'actions / Aantal aandelen

Nominatif  
Op naam

Porteur / Aan toonder

Vote simple  
Enkel stemrecht

Vote double  
Dubbel stemrecht

Nombre de voix / Aantal Stemrechten

JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / PER BRIEF STEMMEN

Cf. au verso renvoi (2) - zie (2) keerzijde

Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noirissant comme ceci ■ la case correspondante et pour lesquels je vote NON ou je m'abstiens. Ik stem JA voor alle ontwerpbesluiten die voorgelegd of goedgekeurd zijn door de Raad van Bestuur, met uitzondering van de besluiten waarvan ik het overeenstemmende vakje als volgt ■ zwart heb gemaakt en waarvoor ik NEE stem of mij van stemming onthoud.

Oui Non/Nee  
Ja Abst/Onth

123456789

101112131415161718

192021222324252627

282930313233343536

373839404142434445

Oui Non/Nee  
Ja Abst/Onth

A

B

C

D

E

F

G

H

J

K

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / Als tijdens de vergadering wijzigingen of nieuwe resoluties worden voorgesteld

- Je donne pouvoir au Président de l'A.G. de voter en mon nom. / Machtig ik de Voorzitter van de Algemene Vergadering om in mijn naam te stemmen

- Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre). / Onthoud ik mij van stemming (gelijkgesteld met tegenstemmen)

- Je donne procuration (cf. au verso renvoi 4) à M., Mme ou Mlle, Raison Sociale. .... pour voter en mon nom / Machtig ik de heer of mevrouw, Naam van de Vennootschap (zie (4) op keerzijde) om in mijn naam te stemmen

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :  
Om in aanmerking genomen te worden, moet dit ingevulde formulier uiterlijk

22/05/2012 à 15h, heure de Paris / bij eerste oproep 22 mei 2012, 15 u. (Parijse tijd)

Date & Firma  
Datum & Handtekening

Z

JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

cf. au verso renvoi (3)

IK GEEF EEN MACHTIGING AAN DE VOORZITTER VAN DE ALGEMENE VERGADERING  
Zie (3) keerzijde

JE DONNE POUVOIR A : cf. au verso renvoi (4)

IK GEEF EEN MACHTIGING AAN: - Zie (4) keerzijde

M., Mme ou Mlle, Raison Sociale / De heer of mevrouw, naam van de vennootschap

Adresse / Adres

ATTENTION : S'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque.  
OPGELET: Voor effecten aan toonder zijn deze instructies alleen geldig als ze rechtstreeks naar uw rekeninghoudende instelling worden teruggestuurd.

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement)  
- Naam, voornaam, adres van de aandeelhouder (als deze gegevens al vermeld staan, ze controleren en zo nodig aanpassen)

Cf. au verso renvoi (1) - Zie (1) op keerzijde

## CONDITIONS D'UTILISATION DU FORMULAIRE

<b>(1) GENERALITES</b> <p>Il s'agit d'un formulaire unique prévu par l'Article R. 225-76 du Code de Commerce. Quelque soit l'option choisie, le signataire est prié d'inscrire très exactement, dans la zone réservée à cet effet, ses nom (en majuscules), prénom usuel et adresse ; si ces indications figurent déjà sur le formulaire, le signataire doit les vérifier et, éventuellement, les rectifier.</p> <p>Pour les personnes morales, le signataire doit renseigner ses nom, prénom et qualité.</p> <p>Si le signataire n'est pas l'actionnaire (exemple : Administrateur légal, Tuteur, etc.) il doit mentionner ses nom, prénom et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote.</p> <p>Le formulaire adressé pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (Article R. 225-77 alinéa 3 du Code de Commerce).</p> <p>Le texte des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (Article R. 225-81 du Code de Commerce). Ne pas utiliser à la fois "Je vote par correspondance" et "Je donne pouvoir" (Article R. 225-81 Code de Commerce). La version française de ce document fait foi.</p>	<b>(3) POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE</b> <p>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait) :</p> <p>"Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption de projets de résolution présentés ou agréés par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant".</p>	<p>il est informé par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier poursuive un intérêt autre que le sien.</p> <p>Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit :</p> <p>1° Contrôle, au sens de l'Article L. 233-3, la société dont l'assemblée est appelée à se réunir ;</p> <p>2° Est membre de l'organe de gestion, d'administration ou de surveillance de cette société ou d'une personne qui la contrôle au sens de l'Article L. 233-3 ;</p> <p>3° Est employé par cette société ou par une personne qui la contrôle au sens de l'Article L. 233-3 ;</p> <p>4° Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par une personne qui contrôle la société, au sens de l'Article L. 233-3.</p> <p>Cette information est également délivrée lorsqu'il existe un lien familial entre le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique placée dans l'une des situations énumérées aux 1° à 4°.</p> <p>Lorsqu'en cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc.</p> <p>La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société.</p> <p>Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p><b>Article L. 225-106-2 du Code de Commerce</b></p> <p>Toute personne qui procède à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représenter à l'assemblée d'une société mentionnée aux troisième et quatrième alinéas de l'Article L. 225-106, rend publique sa politique de vote.</p> <p>Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'assemblée. Elle exerce alors, pour toute procuration reçue sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendues publiques.</p> <p>Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p><b>Article L. 225-106-3 du Code de Commerce</b></p> <p>Le tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège social peut, à la demande du mandant et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, priver le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute assemblée de la société concernée en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue aux troisième à septième alinéas de l'Article L. 225-106-1 ou des dispositions de l'Article L. 225-106-2. Le tribunal peut décider la publication de cette décision aux frais du mandataire.</p> <p>Le tribunal peut prononcer les mêmes sanctions à l'égard du mandataire sur demande de la société en cas de non respect des dispositions de l'Article L. 225-106-2.</p>
<b>(2) VOTE PAR CORRESPONDANCE</b> <p><b>Article L. 225-107 du Code de Commerce (extrait) :</b></p> <p>"Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites.</p> <p>Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions de délais fixés par décret en Conseil d'Etat."</p> <p>► Si vous désirez voter par correspondance, vous devez obligatoirement noircir la case "JE VOTE PAR CORRESPONDANCE" au recto.</p> <p>Dans ce cas, il vous est demandé :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Pour les projets de résolutions proposées ou agréés par l'Organe de Direction :</li><li>- soit de voter "oui" pour l'ensemble des résolutions en ne noircissant aucune case.</li><li>- soit de voter "non" ou de vous "abstenir" (ce qui équivaut à voter "non") sur certaines ou sur toutes les résolutions en noircissant individuellement les cases correspondantes.</li><li>• Pour les projets de résolutions non agréées par l'Organe de Direction, de voter résolution par résolution en noircissant la case correspondant à votre choix.</li></ul> <p>En outre, pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposées lors de l'assemblée, il vous est demandé d'opter entre 3 solutions (pouvoir au Président de l'assemblée générale, abstention ou pouvoir à personne dénommée), en noircissant la case correspondant à votre choix.</p>	<b>(4) POUVOIR À UNE PERSONNE DÉNOMMÉE</b> <p>Article L. 225-106 du Code de Commerce (extrait) :</p> <p>« I - Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.</p> <p>Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix :</p> <p>1° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé ;</p> <p>2° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation qui se soumet aux dispositions législatives ou réglementaires visant à protéger les investisseurs contre les opérations d'inités, les manipulations de cours et la diffusion de fausses informations dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, figurant sur une liste arrêtée par l'autorité dans des conditions fixées par son règlement général, et que les statuts le prévoient.</p> <p>II - Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>III - Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'Article L. 225-102 afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>Cette consultation est obligatoire lorsque, les statuts ayant été modifiés en application de l'Article L. 225-23 ou de l'Article L. 225-71, l'assemblée générale ordinaire doit nommer au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenant des actions de la société. Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'Article L. 225-23 ou de l'Article L. 225-71. Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites ».</p> <p><b>Article L. 225-106-1 du Code de Commerce</b></p> <p>Lorsque, dans les cas prévus aux troisième et quatrième alinéas du I de l'Article L. 225-106, l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité,</p>	
Si les informations contenues sur ce formulaire sont utilisées pour un fichier nominatif informatisé, elles sont soumises aux prescriptions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, en ce qui concerne notamment le droit d'accès et de rectification pouvant être exercé par l'intéressé auprès de son teneur de compte.		

## VOORWAARDEN VOOR GEBRUIK VAN HET FORMULIER

<b>[1] ALGEMENE BEPALINGEN</b> <p>Het gaat hier om het unieke formulier bepaald in artikel R 225-76 van de Franse Code de Commerce. Ongeacht de gekozen optie wordt de ondertekenaar verzocht zeer nauwkeurig in het daartoe bestemde vak zijn naam (in drukletters), gebruikelijke voornaam en adres te noteren; als deze gegevens reeds op het formulier zijn vermeld, dient de ondertekenaar ze te controleren en eventueel te verbeteren. Voor rechtspersonen moet de ondertekenaar zijn naam, voornaam en functie noteren.</p> <p>Als de ondertekenaar niet de aandeelhouder is (voorbeeld: wettelijk bewindvoerder, voogd enz.) moet hij zijn naam, voornaam en de hoedanigheid waarin hij het formulier ondertekent vermelden.</p> <p>Het voor een aandeelhoudersvergadering verstuurde formulier geldt tevens voor de volgende vergaderingen met dezelfde agenda (artikel R 225-77 alinea 3 van de Code de Commerce).</p> <p>De tekst van de resoluties is terug te vinden in het oproepingsdossier dat bij dit formulier is gevoegd (artikel R 225-81 van de Code de Commerce). Gebruik niet tegelijk "Ik stem via correspondentie" en "Ik geef volmacht" (Artikel R 225-81 Code de Commerce). De Franse versie van dit document is bepalend.</p>	<b>[3] VOLMAGT AAN DE VOORZITTER VAN DE ALGEMENE VERGADERING</b> <p><b>Artikel L 225-106 van de Code de Commerce (uittreksel):</b></p> <p>"Voor iedere volmacht van een aandeelhouder zonder aanwijzing van volmachthebber brengt de voorzitter van de algemene vergadering een gunstige stem uit voor de aanvaarding van resolutievoorstellen die zijn voorgesteld of goedgekeurd door de raad van bestuur of de directie, naargelang van het geval, en een ongunstige stem voor de aanvaarding van alle andere resolutievoorstellen. Om een andere stem uit te brengen moet de aandeelhouder een volmachthebber aanwijzen die aanvaardt te stemmen in de door de volmachtgever bepaalde zin."</p>	<p>een "pacte civil de solidarité" heeft afgesloten, wordt hij door zijn volmachthebber op de hoogte gebracht van alle feiten die hem in staat stellen zicht te krijgen op het risico dat de volmachthebber een ander belang dan het zijne dient.</p> <p>Deze informatie slaat met name op het feit dat de volmachthebber of, in voorkomend geval, de persoon voor wiens rekening hij optreedt:</p> <p>1- In de zin van artikel L. 233-3 de zeggenschap heeft over de vennootschap die de aandeelhoudersvergadering samenroept;</p> <p>2- Lid is van de raad van beheer, bestuur of toezicht van deze vennootschap of van een persoon die de zeggenschap heeft over de vennootschap in de zin van artikel 233-3.</p> <p>3- Werknemer is van deze vennootschap of van een persoon die de zeggenschap heeft over de vennootschap in de zin van artikel 233-3.</p> <p>4- Onder de zeggenschap valt van of een van de functies uitoefent vermeld in 2° of 3° in een persoon of een entiteit met zeggenschap door een persoon die zeggenschap uitoefent over de vennootschap, in de zin van artikel L 233-3.</p> <p>Deze informatie wordt ook verstrekt in geval van een familieband tussen de volmachthebber of, in voorkomend geval, de persoon voor wiens rekening hij optreedt, en een natuurlijke persoon in een van de situaties vermeld onder 1° tot 4°.</p> <p>Wanneer tijdens de volmacht een van de in de vorige alinea's vermelde feiten optreedt, brengt de volmachthebber zijn volmachtgever hier onverwijld van op de hoogte. Bij ontstentenis van uitdrukkelijke bevestiging van het mandaat door de volmachtgever is de volmacht nietig.</p> <p>De nietigheid van de volmacht wordt onverwijld door de volmachthebber gemeld aan de vennootschap.</p> <p>De voorwaarden voor de toepassing van dit artikel zijn bepaald bij decreet van de Conseil d'Etat.</p> <p><b>Artikel L 225-106-2 van de Code de Commerce</b></p> <p>Iedere persoon die op actieve wijze om mandaten verzoekt, door direct of indirect aan een of meer aandeelhouders in welke vorm en via welk middel ook voor te stellen om een volmacht te ontvangen om hen te vertegenwoordigen op de aandeelhoudersvergadering van een vennootschap vermeld in de derde en vierde alinea van artikel L 225-106, maakt zijn stembereid bekend.</p> <p>Deze persoon kan tevens zijn stemintenties inzake de voor de vergadering gepresenteerde resolutievoorstellen bekendmaken. Hij brengt dan voor iedere volmacht ontvangen zonder steminstructies een stem uit conform die aldus bekendgemaakte stemintenties.</p> <p>De voorwaarden voor de toepassing van dit artikel zijn bepaald bij decreet van de Conseil d'Etat.</p> <p><b>Artikel L 225-106-3 van de Code de Commerce</b></p> <p>De handelsrechtbank met jurisdictie over de vennootschap kan, op verzoek van de volmachtgever en voor een termijn die maximaal drie jaar kan bedragen, de volmachthebber het recht ontzeggen om in die hoedanigheid deel te nemen aan iedere aandeelhoudersvergadering van de betrokken vennootschap in geval van niet-aanleving van de informatieverplichting bepaald in de derde tot zevende alinea van artikel L. 225-106-1 of de bepalingen van artikel L. 225-106-7. De rechtbank kan de publicatie van dit besluit op kosten van de volmachthebber gelasten.</p> <p>De rechtbank kan dezelfde straffen uitspreken jegens de volmachthebber op verzoek van de vennootschap in geval van het niet-aanlevan van de bepalingen van artikel L 225-106-2.</p>
<b>[2] STEMMEN VIA CORRESPONDENTIE</b> <p><b>Artikel L.225-107 van de Code de Commerce (uittreksel):</b></p> <p>"Iedere aandeelhouder kan stemmen via correspondentie, aan de hand van een formulier waarvan de tekst is bepaald bij decreet van de Franse Conseil d'Etat.</p> <p>Anders luidende bepalingen in de statuten worden geacht niet te zijn geschreven.</p> <p>Voor de berekening van het quorum wordt enkel rekening gehouden met de formulieren die door de vennootschap zijn ontvangen vóór de aandeelhoudersvergadering, binnen de termijnen die zijn bepaald bij decreet van de Franse Conseil d'Etat."</p> <p>► Als u via correspondentie wenst te stemmen, moet u het vakje "IK STEM VIA CORRESPONDENTIE" op de voorzijde zwart maken.</p> <p>In dat geval wordt u gevraagd:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Voor de resolutievoorstellen die zijn voorgesteld of goedgekeurd door de directie:</li><li>- ofwel "ja" te stemmen voor het geheel van de resoluties door geen enkel vakje zwart te maken.</li><li>- ofwel "nee" te stemmen of u te "onthouden" (wat neerkomt op een nee-stem) bij bepaalde of alle resoluties door de overeenstemmende vakjes individueel zwart te maken</li><li>• Voor de resolutievoorstellen die niet zijn goedgekeurd door de directie, om resolutie per resolutie te stemmen door het met uw keuze overeenstemmende vakje zwart te maken.</li></ul> <p>Bovendien wordt u gevraagd, voor de gevallen waar amendementen bij de voorgestelde resoluties of nieuwe resoluties zouden worden ingediend op de aandeelhoudersvergadering, te kiezen tussen 3 mogelijkheden (volmacht aan de Voorzitter van de algemene vergadering, onthouding of volmacht aan een bij naam aangewezen persoon), door het vakje dat met uw keuze overeenstemt zwart te maken.</p>	<b>[4] VOLMAGT AAN EEN BIJ NAAM AANGEWEZEN PERSOON</b> <p><b>Artikel L 225-106 van de Code de Commerce (uittreksel):</b></p> <p>"I – Een aandeelhouder kan zich laten vertegenwoordigen door een andere aandeelhouder, door zijn of haar echtgenoot/note of door de partner waarmee hij of zij een Frans "pacte civil de solidarité" (samenlevingscontract) heeft afgesloten.</p> <p>Hij kan zich daarnaast laten vertegenwoordigen door iedere andere natuurlijke of rechtspersoon van zijn keuze:</p> <p>1- Als de aandelen van de vennootschap zijn toegelaten voor de handel op een geregelende markt;</p> <p>2- Als de aandelen van de vennootschap zijn toegelaten voor de handel op een multilateraal handelssysteem dat onderworpen is aan de wettelijke of reglementaire bepalingen die gericht zijn op de bescherming van de beleggers tegen handel met voorkennis, koersmanipulatie en de verspreiding van valse informatie binnen de voorwaarden die zijn bepaald door het algemeen reglement van de Franse Autorité des Marchés Financiers, en die vermeld zijn op een lijst die is opgesteld door de AMF binnen de voorwaarden van zijn algemeen reglement, en de statuten hierin voorzien.</p> <p>II- Het mandaat en in voorkomend geval de herroeping ervan moeten in schriftelijke vorm worden meegedeeld aan de vennootschap. De toepassingsvoorwaarden van deze alinea zijn bepaald bij decreet van de Conseil d'Etat.</p> <p>III- Vóór iedere algemene vergadering van aandeelhouders kan de voorzitter van de raad van bestuur of de directie, naargelang van het geval, het overleg organiseren met de aandeelhouders die worden vermeld in artikel L225-102 teneinde hen in staat te stellen een of meer volmachthebbers aan te wijzen om hen te vertegenwoordigen op de algemene vergadering conform de bepalingen van dit artikel.</p> <p>Dit overleg is verplicht wanneer de statuten zijn gewijzigd krachtens artikel L.225-23 of artikel L.225-71 en de gewone algemene vergadering voor de raad van bestuur of de raad van toezicht, naargelang van het geval, een of meer werknemers-aandeelhouders of leden van de raden van toezicht van de gemeenschappelijke bedrijfsleggingsfondsen die aandelen van de vennootschap houden, moet benoemen. Dit overleg is ook verplicht wanneer de buitengewone algemene vergadering zich moet uitspreken over een wijziging van de statuten krachtens artikel L.225-23 of artikel L.225-71. Bepalingen die ingaan tegen de voorgaande alinea's worden geacht niet te zijn geschreven."</p> <p><b>Artikel L 225-106-1 van de Code de Commerce</b></p> <p>Wanneer in de gevallen die worden vermeld in de derde en vierde alinea van artikel L 225-106 de aandeelhouder zich laat vertegenwoordigen door een andere persoon dan zijn of haar echtgenoot/note of de partner waarmee hij of zij</p>	
Als de gegevens op dit formulier zullen worden gebruikt voor een computerbestand op naam, vallen zij onder de bepalingen van de gewijzigde wet nr. 78-17 van 6 januari 1978, met name voor wat betreft het recht tot toegang en rechtzetting dat door de betrokkene kan worden uitgeoefend bij zijn rekeninghouder.		